



HAL
open science

Mohammed Dib reporter à "Alger républicain"

Laure Michel

► **To cite this version:**

Laure Michel. Mohammed Dib reporter à "Alger républicain". Les Cahiers de la Société internationale d'étude des littératures de l'ère coloniale (SIELEC), 2017, Le reportage colonial, n° 11, p. 195-208. hal-03975208

HAL Id: hal-03975208

<https://hal.science/hal-03975208v1>

Submitted on 6 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Laure Michel, « Mohammed Dib reporter à *Alger Républicain* », article publié dans *Les Cahiers de la SIELEC*, n° 11, *Le Reportage colonial*, Guillaume Bridet, Jean-François Durand et Roland Roudil (dir.), Paris, éditions Kalash, 2017, p. 195-208.

Mohammed Dib reporter à *Alger républicain*

Entre 1950 et 1952, Mohammed Dib travaille pour le journal *Alger républicain*. Il y fait paraître des poèmes, des textes d'hommage (à Nazîm Hikmet, au peintre Bachir Yelles), des articles militants sur la littérature et sur les intellectuels, et enfin ce qu'il appelle des « enquêtes » : la première porte sur une grève d'ouvriers agricoles dans la région d'Aïn-Taya en avril 1951, la deuxième, en mai 1951, sur les cheminots d'Algérie, la troisième, à la même date, est une enquête sur le chômage, en collaboration avec Kateb Yacine et Pierre Laffont.

Parallèlement il commence à rédiger sa première œuvre importante, une trilogie intitulée *Algérie*, qui paraît entre 1952 et 1957 aux éditions du Seuil et comprend *La Grande Maison* (1952), *L'Incendie* (1954) et *Le Métier à tisser* (1957). Ces romans, qualifiés de réalistes, mettent en scène, à travers la vie du jeune garçon Omar, l'existence misérable des habitants de Dar Sbitar, la « grande maison » du premier roman, situé à Tlemcen, puis le monde des paysans des hauts plateaux de Bni Boublen, proches de la ville, et enfin celui des caves de tisserands, de nouveau à Tlemcen. L'ensemble se déroule juste avant et pendant la seconde guerre mondiale.

Or il se trouve que Mohammed Dib a utilisé pour son deuxième roman *L'Incendie* le contenu de ses articles sur la grève des ouvriers agricoles, qu'il transpose dans une autre région et à une autre époque. La critique dibienne y a d'abord vu la preuve du réalisme de la trilogie¹ mais elle a également insisté, ensuite, sur tout ce qui sépare le texte de reportage du roman. Charles Bonn en particulier, dans ses ouvrages sur Mohammed Dib², place les articles de ce dernier du côté du militantisme pur et simple et leur oppose l'engagement autrement complexe de *L'Incendie*. Le roman, comme lieu d'une interrogation constante sur le langage et ses pouvoirs, comme invention d'un langage qui n'existe pas encore, serait la remise en question du discours idéologique des articles.

¹ Voir Jean Déjeux, « A l'origine de *L'Incendie* de Mohammed Dib », *Présence francophone*, Sherbrooke, n° 10, printemps 1975, p. 3-8.

² Voir en particulier Charles Bonn, *Lecture présente de Mohammed Dib*, Entreprise nationale du livre, Alger, 1988, en ligne sur le site LIMAG, dans le dossier « Mohammed Dib », www.limag.refer.org (consulté le 1^{er} juin 2014). Voir aussi, du même auteur, *Le Roman algérien de langue française : vers un espace de communication littéraire décolonisé ?*, Paris, L'Harmattan, 1985.

S'il est certain que la situation de communication est militante dans le cas du reportage, ce dernier laisse pourtant voir lui aussi des moments de mise en scène et d'interrogation des discours – discours des colons et des paysans – qui invitent à nuancer ce partage entre deux régimes de paroles. La parole engagée de Mohammed Dib, dans le reportage comme dans le roman, semble ne pouvoir se passer d'une réflexion sur l'usage des mots.

Alger républicain : un journal engagé

Le reportage qui a donné une partie de sa matière au roman *L'Incendie* porte sur « un millier d'ouvriers agricoles » de la région d'Aïn-Taya, près d'Alger, qui se mettent en grève pour des revendications salariales : « Ils en ont assez de gagner 150 francs par jour pour 14 heures de travail³ » titre le premier article. Ce reportage se présente d'emblée comme un texte engagé aux côtés des grévistes. La manchette du journal dénonce ainsi « les arrestations et la brutalité » des autorités, en particulier des gendarmes qui cherchent à intimider les grévistes.

Le contexte du journal dans lequel paraissent ces reportages ne pouvait pas laisser de doute sur la visée de l'article. *Alger républicain* est un quotidien engagé qui, depuis sa création, entend se battre pour la défense des travailleurs et des classes populaires dont il dénonce la misère et les injustices.

Fondé dans l'élan du Front populaire, par des socialistes et radicaux-socialistes d'Oran, c'est un journal lancé par souscription, qui ne dépend pas de l'administration coloniale mais est financé par une série de petits actionnaires⁴. A la fin des années trente, *Alger républicain* est dominé par l'état d'esprit des Européens libéraux, parmi lesquels Albert Camus, recruté par Pascal Pia en 1938. Le journal par ailleurs soutient l'action des syndicats, en particulier de la CGT, ce qui le caractérisera jusqu'à la fin. Les communistes n'occupent pas à cette date, en 1938, de postes à responsabilité au sein du quotidien, mais ils soutiennent le journal et, de fait, de nombreux communistes en sont actionnaires⁵. *Alger républicain* arrête sa publication à la veille de la guerre, en raison de difficultés financières, d'un manque de personnel et de la censure militaire. Il reparaît à partir de février 1943.

³ *Alger républicain*, 25 avril 1951, p. 1.

⁴ Sur l'histoire du journal, voir Boualem Khalifa, Henri Alleg, Abdelhamid Benzine, *La grande aventure d'« Alger républicain »*, éditions Messidor, Paris, 1987, p. 23

⁵ *Ibid.*, p. 24.

Les tirages augmentent et l'on compte 31 500 exemplaires pour l'année 1947, 38 000 pour l'année 1948 (le journal atteindra au mieux les 100 000 exemplaires dans les meilleures années). C'est beaucoup moins que les journaux paraissant en France⁶. Les lecteurs de ce journal appartiennent à plusieurs catégories. Pour les ouvriers, les petits fonctionnaires, les syndiqués de la CGT d'origine européenne, *Alger républicain* apparaît comme un journal qui peut les défendre. Pour le journal, « toute une partie des Européens, bien que soumis à la pression idéologique du système et placée par lui dans une position privilégiée par rapport aux musulmans⁷ » n'en doit pas moins être considérée comme faisant partie des exploités qu'il faut défendre et essayer de rallier au mouvement anticolonialiste. Parmi les Européens, on compte aussi des petits commerçants, des artisans et des intellectuels.

Les Algériens arabes, de leur côté, voient le journal d'un œil favorable dans la mesure où il dénonce la misère, les injustices et la répression exercée par l'administration coloniale après les massacres du 8 mai 1945. Ils le considèrent comme un journal apparenté au Parti communiste français, autrement dit, comme l'écrit l'ancien directeur Boualem Khalfa dans la monographie qu'il consacre au journal, comme « un ami sincère qui vous comprend à demi-mot, certes, mais qui n'est pas encore tout à fait de la famille⁸ ». Dans cet euphémisme il faut entendre une allusion à la position du parti communiste français, comme du parti communiste algérien, au lendemain de la seconde guerre mondiale. Participant au gouvernement en France, le Parti communiste est à cette date pour le maintien de l'Union française (qui est le nom donné en 1946 à un nouveau statut, en droit plus égalitaire des colonies), et entretient pour cette raison des relations tendues avec les partis nationalistes de cette époque, comme le Parti Populaire Algérien devenu Mouvement pour le Triomphe de Liberté Démocratiques (MTLD) de Messali Hadj.

Le journal évolue à partir de 1950 et pendant les cinq dernières années de son existence sous le régime colonial, jusqu'à son interdiction en 1955. Dans ces années-là, c'est Henri Alleg qui est à la direction du journal. Se poursuivent les articles et enquêtes sur les problèmes qui touchent le petit peuple d'origine européenne et d'origine arabe : « chômage, revendications ouvrières, misère des fellahs, discriminations raciales, bidonvilles et habitat, manque d'eau, scolarisation, sports, santé et répression, dénonciation de la torture couramment utilisée par les policiers⁹ », mais le journal est aussi une tribune pour des

⁶ *Ibid.*, p. 54-55.

⁷ *Ibid.*, p. 133.

⁸ *Ibid.*, p. 61.

⁹ *Ibid.*, p. 118.

revendications politiques, telles que la libération des détenus politiques, le libre retour en Algérie de Messali Hadj, la solidarité avec les peuples du Maroc et d'Algérie, *etc.* *Alger républicain* accorde en outre une place importante aux mouvements anticolonialistes dans le monde. Il cherche à devenir, dans les années qui précèdent la guerre de libération, le porte-parole et le lieu de rencontre de toutes les forces engagées dans la lutte contre le régime colonial. Les rapports avec les communistes sont étroits, d'autant que les postes les plus importants du journal sont à cette date occupés par des membres du parti communiste algérien (dont Henri Alleg et Boualem Khalfa). Le parti n'en fait toutefois pas son organe immédiat et le quotidien cherche à conserver son indépendance afin de pouvoir unir le plus largement possible tous les opposants au régime colonial. Le journal fait donc aussi une place aux informations et aux positions des partis nationalistes, le MTLD et de l'UDMA, malgré des tensions, liées notamment aux positions internationalistes d'*Alger républicain* ainsi qu'au soutien apporté par le quotidien aux ouvriers arabes et européens indifféremment.

Cette orientation politique vaut à *Alger républicain* des poursuites judiciaires, des comparutions devant les tribunaux, des arrestations préventives de journalistes, les intimidations, exercées par le régime colonial qui accuse le journal d'activités « antifrançaises ». La pression s'intensifie jusqu'à ce que, en septembre 1955, *Alger républicain* soit interdit en même temps qu'est interdit le Parti communiste algérien.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les reportages de Mohammed Dib dont on peut anticiper qu'ils refléteront les préoccupations et la ligne politique du journal.

Un reportage militant

De fait, les reportages sur la grève des ouvriers agricoles et sur les cheminots d'Algérie sont des reportages militants qui visent à gagner le lecteur à la cause de ces ouvriers, dans un langage qui emprunte le plus souvent ses catégories au discours marxiste.

Mohammed Dib préconise d'ailleurs, à cette époque, pour l'intellectuel un engagement de cet ordre, comme en témoigne un certain nombre de textes, qu'il fait paraître dans *Alger républicain*, sur la littérature ou sur les intellectuels¹⁰. L'un d'entre eux, particulièrement significatif, publié le 26 avril 1950, se présente comme un extrait d'une

¹⁰ Voir aussi son panégyrique de la littérature soviétique dans son article « Pourquoi nous devons lire les romans soviétiques » paru dans *Liberté* le 27 juillet 1950.

étude en préparation sur « Les intellectuels algériens et le mouvement national¹¹ ». Après avoir énuméré les tâches des « intellectuels coloniaux » (l'adjectif signifiant, dans le contexte de l'article, « en situation coloniale »), qui consistent par exemple à « se dresser de toutes ses forces contre l'oppression idéologique », à « créer des valeurs nouvelles », Mohammed Dib pose comme condition que l'intellectuel prenne sa place dans le mouvement de libération nationale, « à l'avant-garde » duquel il doit se trouver, dans la mesure où il s'agit, dit-il, d'une lutte contre l'impérialisme : « Sa responsabilité lui commande d'entrer dans la lutte héroïque contre l'opresseur impérialiste ». Mohammed Dib, à cette époque, suit de près, dans ses critiques littéraires, la ligne du parti. Cela est très net dans son article « Littérature décadente et littérature progressiste aux USA » paru le 26 juillet 1950 : « Mais le talent de Faulkner et de Caldwell ne peut empêcher que leurs romans concourent finalement au même effet : détourner les lecteurs des problèmes vitaux de la réalité, étouffer en eux les pousses de la conscience de classe.¹² » Écrit en 1950, cet article, qui dénonce par ailleurs une « Europe marshallisée », se situe très nettement dans le contexte de la guerre froide et de l'anti-américanisme communiste qu'illustre également *Alger républicain* à cette époque.

Dans ce contexte, les reportages de Mohammed Dib sur la grève des ouvriers agricoles et sur les cheminots algériens n'ont bien sûr pas seulement un but informatif. Il s'agit d'éveiller une conscience de classe et de pousser à l'action.

Sur ce dernier point, leur dimension pragmatique est visible dès le premier article : le lecteur est invité à participer à la collecte de fonds, et donne en exemples des travailleurs et de syndicalistes ayant manifesté par des dons leur solidarité avec les grévistes.

Le dernier des trois articles (27 avril 1951) a lui aussi une visée pragmatique immédiate. Après avoir, dans les deux premiers paragraphes, dénoncé l'attitude du maire de la commune de Rouïba brûlant la pétition qu'il reçoit des grévistes, le journal, de manière peut-être à prévenir un geste identique chez le maire de la commune voisine d'Aïn-Taya donne à lire *in extenso* la résolution remise à ce dernier. L'article sauve ainsi le texte des grévistes de la destruction éventuelle des pouvoirs publics, et s'effaçant derrière la voix des ouvriers, il devient le relais quasiment non médiatisé de leurs revendications. La fin de l'article corrobore cette fonction : il est une demande publique d'acquittement des grévistes arrêtés. Ici les destinataires du reportage ne sont plus seulement les travailleurs et les sympathisants à la solidarité desquels on fait appel. Le journal joue le rôle d'un espace public mettant, d'un côté,

¹¹ *Alger républicain*, 26 avril 1950, p. 5.

¹² *Alger républicain*, 26 juillet 1950, p. 4.

sous les yeux de tous les revendications que le pouvoir pourrait vouloir occulter et interpellant, d'un autre côté, les autorités, auxquelles il s'adresse alors également.

Le militantisme de ces articles, visible dans leur visée pragmatique, l'est aussi par l'idéologie qu'ils convoquent et les destinataires auxquels ils s'adressent. Il s'agit d'abord de ce large pan du lectorat d'*Alger républicain* constitué par les travailleurs des villes. Il faut les convaincre de l'identité de la cause des ouvriers agricoles avec la leur, afin de faire naître leur solidarité. D'où par exemple l'emploi systématique du terme d'« ouvriers agricoles », quand le roman *L'Incendie* utilise lui celui de « fellahs ». Dans un journal dont la dominante idéologique est marxiste, il faut trouver le moyen de faire accepter l'idée d'une force révolutionnaire des paysans. La fin de l'article du 26 avril est explicite sur cet enjeu-là qui doit permettre de gagner à la cause paysanne les ouvriers des villes. On y lit en effet : « Ainsi, la main dans la main, la classe ouvrière et les paysans alliés fraternellement obtiendront tant à la ville qu'à la campagne la satisfaction de leurs revendications¹³ ».

À la différence de l'article sur les cheminots d'Alger, ces textes sur la grève des ouvriers agricoles s'adressent ainsi à un lectorat relativement ignorant de la situation, parce que urbain, éloigné des campagnes. C'est cette ignorance que souligne un passage de l'article du 26 avril 1951, qui prend ainsi à partie ses destinataires : « vous admirez, vous qui passez dans ces plaines, leur fécondité et la beauté des cultures, mais vous demandez-vous à qui tout cela est dû ?¹⁴ » Un paragraphe plus loin, le même groupe de voyageurs urbains est de nouveau désigné mais cette fois-ci à la troisième personne : « Mais ceux-là même qui voient avec satisfaction la belle et riche ordonnance de ces champs se demandent-ils comment vivent ceux qui peinent pour aboutir à un tel résultat ? Dans ce cas ils constateraient que les travailleurs de la terre ne mènent pas une existence plus convenable que celle des bêtes ». À qui et de qui parlent ces lignes ? Il est vraisemblable que ces admirateurs de paysages agricoles sont les pieds noirs des villes, toutes catégories sociales confondues, que trahit le langage typique de l'idéologie colonisatrice repris ici par Dib : « fécondité et beauté des cultures », « belle et riche ordonnance des champs ». Ces pieds noirs sont, aussi bien, une grande partie de lecteurs d'*Alger républicain*.

On voit alors ici, dans les interstices du reportage (la prise à partie des lecteurs est très exactement en incise), se glisser une logique concurrente de la première. À la solidarité entre les travailleurs, des villes comme des campagnes et, en bonne logique marxiste, de tous les

¹³ 26 avril 1951, p. 6.

¹⁴ *Ibid.*

exploités, pieds noirs comme indigènes, s'ajoute ici une autre logique qui révèle une opposition entre colons, de tout milieu, et autochtones.

La première de ces deux logiques voit l'opposition des ouvriers aux « puissants », comme les nomme le reportage, qui parle aussi de « patrons ». Ce sont en effet d'abord les « gros colons » qui sont visés par les articles qui soulignent à plusieurs reprises la bonne volonté de petits maraîchers disposés à accéder aux revendications des grévistes. Mais l'autre logique, qui entre en tension avec celle-ci, et ne se lit qu'incidemment, dans cette prise à partie des lecteurs dont je viens de parler par exemple, oppose les fellahs aux colons dans leur ensemble. C'est alors tout un système qui est dénoncé, dont participent aussi les lecteurs pieds-noirs du journal.

De cette tension contradictoire, le journal n'était pas ignorant et tentait d'apporter une réponse en pensant changer l'état d'esprit des lecteurs européens : comme le note l'ancien directeur Boualem Khalfa, « cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont débarrassés des préjugés dont le système colonial les a imprégnés dès l'enfance. Or la "lutte contre le colonialisme est l'affaire de tous". Les Européens ont le plus grand intérêt à comprendre ces évidences. C'est ce que ne cessent de marteler à leur intention, les éditoriaux du journal¹⁵ ».

Et il n'est sans doute pas indifférent que cette tension se révèle dans l'article sur les grèves paysannes. Par comparaison, les articles sur les cheminots algériens sont beaucoup plus univoques. Dib y traite de thèmes syndicalistes privilégiés, que résume le dernier article du 24 mai 1951 : obsession des rendements, licenciement et travail accru pour le personnel, mépris pour les qualifications, faiblesse des rémunérations, remise en question des droits acquis, dans la droite ligne éditoriale du journal lui-même. Le journal est, on l'a dit, très lié au mouvement ouvrier, à ses combats et à la principale organisation syndicale, la CGT. À partir de 1950, une page du journal est ainsi mise à la disposition des syndicalistes. Le journal soutient de même les mouvements des dockers, mais aussi des tramainots, des cheminots, des gaziers et électriciens, des postiers où la proportion d'Européens est très importante¹⁶.

Or la situation des ouvriers agricoles est bien spécifique : ces ouvriers sont tous des autochtones. La situation qui est la leur est une situation de misère et de famine, que soulignent les témoignages du deuxième article. Le droit et la loi, comme l'explique le premier texte de Dib, sont systématiquement du côté des colons. Ces trois éléments font des

¹⁵ *Ibid.*, p. 56.

¹⁶ *Ibid.*, p. 126.

Laure Michel, « Mohammed Dib reporter à *Alger Républicain* », article publié dans *Les Cahiers de la SIELEC*, n° 11, *Le Reportage colonial*, Guillaume Bridet, Jean-François Durand et Roland Roudil (dir.), Paris, éditions Kalash, 2017, p. 195-208.

ouvriers agricoles les exploités, voire les victimes, puisque leurs droits leur sont déniés, du système colonial avant tout.

Les articles de Mohammed Dib sur la grève des ouvriers agricoles dans leur dénonciation du système colonial subvertissent ainsi implicitement, au détour d'une interpellation, l'alliance prônée par la ligne communiste, entre les exploités de toutes origines, autochtones et européens.

Le reportage n'est ainsi peut-être pas le lieu d'un discours si univoque qu'il y paraît. L'idéologie s'y heurte à la complexité du réel à laquelle a affaire le reportage précisément.

Le militantisme vs le roman

Faut-il alors maintenir une ligne de partage nette entre le reportage et le roman ? La critique dibienne a bien reconnu une circulation entre les textes dans la mesure où le réalisme du roman s'appuie sur les faits relatés dans le reportage¹⁷. En revanche, elle a établi une frontière assez ferme entre un régime de parole idéologique d'un côté et, de l'autre, « le travail sur le langage¹⁸ », l'écoute « d'un dire politique nouveau », « producteur d'avenir et d'Histoire¹⁹ », qui serait, selon Charles Bonn notamment, la spécificité de l'engagement romanesque. On serait face à deux discours et deux activités totalement distinctes, le romancier rejetant d'ailleurs rapidement ses travaux de reporters.

Il y a de fait des différences indéniables de l'un à l'autre texte. Outre la teneur idéologique marxiste du discours et l'appel à la solidarité entre les travailleurs des villes et des campagnes, un certains nombres d'éléments textuels de l'article s'expliquent par sa visée immédiate et militante. Les descriptions et portraits pathétiques du reportage, par exemple, disparaîtront dans le roman : « Ils sont en haillons presque tous. Beaucoup sont pieds nus²⁰ » ou « À leur mine verdâtre on reconnaît des hommes sous-alimentés²¹ ». Le reportage a aussi une fonction explicative. Il explicite les causes des événements : « Gendarmes, gardes mobiles et policiers se sont mis à patrouiller à travers champ. Ils venaient soutenir l'action des patrons et les aider à briser l'action des ouvriers agricoles. Aussi n'ont-ils ménagé ni les

¹⁷ Voir Jean Déjeux, *op. cit.*

¹⁸ Voir Charles Bonn, *op. cit.*, p. 13.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ 25 avril 1951, p. 1.

²¹ *Ibid.*, p. 6.

intimidations ni les provocations²² ». Le roman, lui, est plus elliptique. Il se passe de commentaires.

Sur ces différents points, il faut bien reconnaître que le reportage diffère foncièrement de la forme d'engagement propre au roman. Charles Bonn montre que « si *L'Incendie* est un roman explicitement engagé, qui convoque l'histoire et l'énonce [...] ce roman n'en est pas moins en même temps une mise en question des dires de cet engagement²³ ». Ces mises en question passent par « la répudiation de tout simplisme dogmatique au profit d'une multiplication de langages non prévus par l'idéologie²⁴ ». Charles Bonn voit dans *L'Incendie* « une mise en spectacle de langages » : « langages des personnages divers face à l'événement qui leur demande de le nommer en se situant par rapport à lui.²⁵ » Le moment central du roman est en effet constitué, au milieu du livre, dans le chapitre XV, par la réunion de tous les fellahs autour du personnage d'Hamid Saraj, qui est l'exemple même de l'intellectuel marxiste venu de la ville pour éclairer les consciences paysannes. Or dans ce chapitre, Hamid Saraj reste silencieux ; il n'impose pas son discours, mais il écoute « l'invention d'un langage révolutionnaire en des termes qui ne sont qu'à eux²⁶ » par les fellahs.

La prégnance du discours idéologique est forte en revanche, on l'a vu, dans les articles de reportage et il semble bien que ne puissent surgir la plurivocité propre au roman, l'inédit d'un discours qui, comme dans *L'Incendie*, devienne, de conversation en conversation, moteur de l'action.

Pourtant il faut dans ces articles remarquer, à certains moments-clés, une insistante réflexion sur le langage, soulignée par des reprises de termes ou des guillemets. Dans le premier texte, celui du 25 avril 1951, Dib relate le matraquage d'un fellah dans l'une des fermes. Il rapporte ensuite au discours direct les paroles d'un des colons. : « Il faut se défendre maintenant, disait l'un d'eux aux gendarmes. On peut y aller, n'est-ce pas ? » L'article reprend alors le verbe utilisé et le commente ainsi : « se “défendre” : le jeune ouvrier hospitalisé sait ce que cela signifie dans la bouche de certaines hobereaux qui se croient encore au moyen-âge!²⁷ ». On voit ici l'importance des mots dans la légitimation des conduites, en l'occurrence des colons auprès des pouvoirs publics et des gendarmes. On voit aussi que l'article a pour fonction de redonner leur sens aux mots dévoyés par ce type

²² *Ibid.*

²³ Charles Bonn, *op. cit.*, p. 32.

²⁴ *Ibid.*, p. 17.

²⁵ *Ibid.*, p. 18.

²⁶ *Ibid.*, p. 42.

²⁷ Article du 26 avril 1951, p. 6.

d'usage : « Mais dans cette affaire, ceux qui se défendent vraiment, ce sont les travailleurs des campagnes ! » On trouverait d'autres exemples de cette dénonciation de l'usage des mots dans le deuxième texte, celui du 26 avril 1951. Dib vient de raconter que « à Rouïba, le maire, lui-même gros propriétaire, sillonne la région en compagnie de gendarmes pour tenter d'intimider les ouvriers et éviter l'extension de la grève. » Il poursuit ainsi : « De tels faits montrent le mépris des prétendus "défenseurs de l'ordre" pour les lois qu'ils sont en principe chargés d'appliquer²⁸ ». Le dernier article, lui aussi, souligne par les guillemets un certain usage pervers des mots. Au sujet des intimidations sur les grévistes, l'auteur donne à lire ceci : « Un exemple est typique : c'est celui d'un colon, suivi de ses deux fils, revolver au poing, et accompagné de neuf gendarmes, qui ont fait irruption dans un café maure et "embauché" sous la menace les ouvriers dont ils avaient besoin. Beau respect des lois, n'est-ce pas ? ces mêmes lois dont les colons ont plein la bouche quand il s'agit de faire augmenter leurs bénéfices. » On voit bien que le conflit est un conflit de langage et que l'un des enjeux de l'article, mais aussi du combat des grévistes, est d'opposer un mot à un autre, parce que de ces usages dépend la représentation du conflit, c'est-à-dire l'imputation des responsabilités. Ainsi, dans le deuxième article : « La police insiste pour connaître les noms des soi-disants "meneurs". "Le responsable de notre grève, c'est la misère", ont répondu les ouvriers unanimes.²⁹ » Ou encore, dans le même article : « alors que les grévistes n'ont posé comme objectif à leur lutte que les 520 francs par jour et les 1000 francs d'allocation familiale, des colons parlent d'attaque contre la présence française, etc. Cela ne nous surprend guère qu'ils désignent ainsi leurs coffres-forts et leurs super-bénéfices.³⁰ »

En insistant sur ces usages des mots, le reportage montre bien que le fonctionnement du droit est une question de discours. Ce que Mohammed Dib met ici en évidence, c'est que l'ordre colonial est un ordre du discours.

Sur cette question du langage, on pourrait trouver un précédent chez Albert Camus, qui avait traité d'une affaire très proche et qui pourrait avoir été l'un des sources du roman *L'Incendie*, dans une série d'articles intitulés « Les Incendiaires d'Auribeau » publiés en juillet 1939 dans *Alger républicain*. Il y est question d'ouvriers agricoles dans le Constantinois qui refusent de se faire embaucher pour les salaires misérables qu'on leur propose. Le soir même éclatent des incendies de gourbis inhabités dont on impute la faute aux

²⁸ *Ibid.*, p. 1.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*, p. 6.

ouvriers agricoles, qui se voient condamnés aux travaux forcés³¹. Dans l'article du 25 juillet 1939 on lit ceci : « Nous voulons dire ce que nous pensons d'une accusation d'ordre politique, où des innocents sont devenus des incendiaires, où des gourbis de paille ont été transformés en "édifices" et où par un singulier artifice juridique, un délit justiciable de la prison s'est mué en crime puni de travaux forcés.³² » Comme le souligne André Abbou dans sa présentation du texte de Camus, ce dernier relève « avec conscience sur quel échafaudage linguistique grotesque, sur quelle logique pernicieuse reposait le truquage des faits délictueux. Il suffisait de redonner aux mots leur sens exact pour que surgisse l'absence de preuves.³³ »

L'objectif de Camus et celui de Dib ne sont pas les mêmes. Camus cherchera en dénonçant l'injustice et la misère à enrayer le nationalisme, alors que Dib, plus de dix ans plus tard, à la veille de la guerre, fait de ses articles une remise en question de l'ordre colonial. Mais on voit bien chez l'un et l'autre que l'engagement journaliste se fonde sur une conscience des enjeux politiques de l'usage des mots, ce qui est aussi, par excellence, une conscience de romancier. Lorsque Mohammed Dib en 1954 juste avant le déclenchement de la guerre intitule son roman *L'Incendie*, il annonce l'événement à venir en donnant un nom, « l'incendie », à ce que l'ensemble du roman fait attendre et qui se trouvera accompli dans l'Histoire par le déclenchement du conflit. Sans aller aussi loin dans *l'inédit*, les articles de Mohammed Dib préparent le travail romanesque par la dénonciation d'une domination politique coloniale qui s'appuie sur un ordre du langage.

Laure Michel

Sorbonne Université, CELLF UMR8599

³¹ Voir *Cahiers Albert Camus 3*, vol. 2, Gallimard, 1978, p. 511-525.

³² Article reproduit dans les *Cahiers Albert Camus 3*, *ibid.*, p. 513.

³³ André Abbou, « Combat pour la justice », *Cahiers Albert Camus 5*, « Journalisme et politique », Gallimard, 1972, p. 76.